

La vaccination, ça s'impose

Ce vendredi, les présidents de Région, dont Alain Rousset en Nouvelle-Aquitaine, retrouveront leur fauteuil devant un hémicycle rempli, comme au bon vieux temps d'avant la pandémie. À part dans les Landes où le variant Delta préoccupe toujours les autorités sanitaires et les pouvoirs publics, les dernières restrictions sanitaires sont enfin levées. Plus besoin de patienter dehors avant d'entrer dans un magasin, de déjeuner sans vis-à-vis au restaurant d'entreprise ou de laisser des dizaines de sièges vides au cinéma.

Le calendrier annoncé par Emmanuel Macron tient donc ses promesses. Sa courbe de popularité, plutôt élevée pour un président abordant l'ultime ligne droite d'un mandat à rebondissements, en est le reflet, même si ses candidats aux récentes élections n'en ont pas bénéficié, loin de là. S'il est ardu d'expliquer les

racines de l'abstention massive qui a démonétisé les scrutins des 20 et 27 juin, il est en revanche plus facile d'affirmer pourquoi on peut désormais marcher sans masque dans la rue, oublier parfois de se frotter les mains au gel hydroalcoolique et moins trembler pour soi et ses proches.

N'en déplaise aux complotistes de comptoir et aux pseudo-scientifiques d'estrade, c'est bel et bien grâce à la vaccination que l'optimisme sanitaire est de circonstance. C'est aussi pourquoi, à la veille des grands départs estivaux et d'une irrépressible envie d'insouciance sur les plages bondées

ou aux terrasses ensoleillées des cafés, il est impératif de ne pas ranger les seringues dans les tiroirs.

Le pays est loin de l'immunité collective, et le gouvernement doit prendre le risque de l'impopularité pour redonner un deuxième souffle à la campagne de vaccination alors que les spécialistes (les vrais) annoncent une quatrième vague, fût-elle moins meurtrière que les précédentes. Il y aurait une injustice à ce que les Français ayant manifesté leur civisme sanitaire en soient autant pénalisés que ceux qui fuient le vaccin pour des motifs illégitimes.

Il est par exemple ahurissant qu'on doive, selon l'expression officielle, « faire preuve de conviction », ou de pédagogie, voire de bienveillance, à l'égard des professionnels de santé qui n'ont pas encore relevé la manche de leur blouse. Certains disséminent même les pires idioties propagées par ceux qui croient que Jean-Marie Bigard ou Francis Lalanne méritent un prix Nobel de médecine.

Alors oui, quitte à se faire une fois de plus accuser, mais par des « résistants » de pacotille, d'avoir transformé la France en dictature, l'exécutif ne doit pas avoir la main qui tremble et imposer la vaccination à certaines catégories professionnelles. Entre la vraie tyrannie de la bêtise et la fausse tyrannie du vaccin, il faut trancher.



Benoît Lasserre

Le gouvernement doit prendre le risque de l'impopularité pour redonner un deuxième souffle à la campagne de vaccination